

L3. Politique économique et sociale

Synthèses : Structures actuelles en France

Activité

1. Ministère de la transition écologique

Le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires a été créé en **1971** sous l'impulsion de **Georges Pompidou**. Originellement détenteur d'un budget de 300 millions de franc, il est aujourd'hui doté d'un budget de **60 mds €** que la ministre de la transition énergétique et le ministère transition écologique et de la Cohésion des territoires se partagent.

Ses missions sont :

- La protection de la nature et des paysages, l'eau, les risques naturels ou industriels qui sont mises en place grâce à des services, directions & agences sous tutelles présents au niveau régional et départementale.

2. Ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse

Ministère créé en **1828** (ministère de l'instruction publique) avec pour objectif l'application du droit fondamental qu'est le droit à l'Éducation (cf. Droits de l'Homme...). Responsable de l'éducation de sa population. L'éducation est la part la plus grande des dépenses du budget de l'état ; **60 Mds d'€** pour 2023. Il est le plus grand employeur de l'état avec **1,2 millions de personnes**. **Pap Ndiaye** est le ministre actuel (nomination par le président et 1^{er} ministre).

3. Ministère de l'économie et des finances

- ➔ Création **1946**
- ➔ Rôle : Gère les politiques économiques et industrielles, élabore et pilote le budget de l'état, favorise la croissance économique du pays, compétitivité des entreprises, améliore la balance commerciale.
- ➔ Budget : **460 Mds €**
- ➔ Ministre : **Bruno Le Maire**

4. Ministère du Travail, de l'emploi et de l'insertion

Olivier Dussopt, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, depuis le 20 mai 2022. Son budget s'élève à **20,9 milliards d'€**.

Ses objectifs sont :

- L'insertion professionnelle,
- Le respect du code du travail,
- L'amélioration des différentes conditions de l'emploi (directeurs et les syndicats).

Le ministre est choisi par le président (il choisit son cabinet personnel ensuite), il rejoint son administration centrale où le "siège" est situé à Paris. Cette dernière est composée de

fonctionnaires permanent, ils mettent en place les politiques publiques émises par le ministre.

5. Ministère de la santé et de la prévention

Le ministre de la Santé et de la Prévention → prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines de la santé publique et de l'organisation du système de santé.

Il conduit, sous réserve des compétences du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, la politique du Gouvernement dans le domaine de la protection sociale, en lien avec le ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées.

Le 4 juillet 2022, **François Braun** est nommé ministre de la Santé et de la Prévention dans le gouvernement Elisabeth Borne.

6. Ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées

Né d'une division en deux branches du ministère des Solidarités et de la Santé en mai 2022 sous le mandat d'Emmanuel Macron afin de différencier la branche santé de la branche handicap, le ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées est représenté par le ministre **Jean-Christophe Combe** qui a pris ses fonctions en juillet 2022. Aucun budget officiel le lui a été alloué lors du dernier vote annuel de la loi budget.

Leurs missions :

- Favoriser l'insertion des personnes handicapées
- Accompagner les associations ayant le même but.

Pourtant, ce ministère ne gère pas la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, placée sous la tutelle des ministres chargés de l'action sociale, de la sécurité sociale, et du budget

7. Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Il est apparu en **1959** en réponse à l'importance accrue de la recherche et de l'enseignement pour le développement économique et la découverte de nouvelles technologies. Avant cela, c'était gérés par d'autres ministères ou par des institutions universitaires indépendantes. Cela a donc permis de centraliser les efforts de l'État et de renforcer la coopération entre les universités et les établissements de recherche.

Le ministère comporte plusieurs divisions, Il est dirigé par un ministre nommé par le Président de la République et approuvé par le Parlement, **Frédérique Vidal**. Il y a plus de **5300 équivalent temps plein** au sein du ministère et le budget est de **15 Milliard d'€** en 2023.

8. Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation

- Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation en France est responsable de la politique agricole, halieutique, alimentaire et forestière, ainsi que de l'enseignement et de la recherche dans ces domaines.
- **Marc Fesneau** est le ministre depuis le 20 mai 2022.
- Le ministère a été créé par Charles X en **1829** et est souvent en lien étroit avec le ministère des finances.
- Le ministère comprend **40 000 agents**, dont plus de la moitié travaillent dans l'enseignement agricole, et comporte une administration centrale et des services déconcentrés.
- Le budget du ministère pour 2022 est de **5 911 277 145 €** → pour la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales », l'enseignement technique agricole, et l'enseignement supérieur et la recherche agricoles. La rémunération des ministres est de **10 490 € bruts mensuels**.

9. Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF)

- L'Urssaf est un organisme gouvernemental qui collecte les cotisations pour la Sécurité sociale en France.
- Composé de **105 établissements** dirigés par un conseil d'administration et un président.
- L'Urssaf est une partie du régime général de la Sécurité sociale, qui a d'autres missions comme l'immatriculation d'employeurs et de travailleurs indépendants et la gestion du contrôle et du contentieux du recouvrement.
- Chaque département français a une antenne Urssaf qui gère les cotisations des entreprises locales.
- Il existe trois types d'Urssaf en fonction des employeurs : pour les grandes entreprises, les très grandes entreprises et les autres entreprises.

10. Agence des participations de l'Etat (APE)

L'agence des participations de l'état (APE) incarne l'État actionnaire, investisseur en fonds propres dans des entreprises jugées stratégiques par l'état, pour stabiliser leur capital ou les accompagner dans leur développement ou leur transformation. Fondée en **2004**, l'APE est sous la tutelle du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. Elle contient **55 employés** et est dirigée par **Alexis Zajdenweber** qui en est le commissaire aux participations de l'état, nommé par décret du Président de la République.

11. Banque de France & l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) est une autorité administrative adossée à la Banque de France, mise en place en **2010** (ACP à l'origine, devenue ACPR en 2013) suite à la crise de 2008 et à la nécessité d'une autorité qui supervise et contrôle les banques et assurances.

Ses missions consistent à :

- Préserver la stabilité financière,
- Protéger la clientèle,
- Lutter contre le blanchissement de capitaux,
- Mettre en place des dispositifs de prévention des crises dans les domaines de la banque et de l'assurance.

Le gouverneur de la Banque de France, M. **François Villeroy de Galhau**, est le président de l'ACPR.

Budget accordé à l'ACPR en 2021 : **210,8 millions d'€**.

12.Caisse nationale / Caisses primaires de l'assurance maladie (CNAM & CPAM)

CNAM (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie) :

- Créée en **1967**, la CNAM est un établissement public à caractère administratif ayant la mission d'assureur solidaire en santé définissant au niveau national, la politique de l'assurance maladie en France.
- Mission : - définit et promouvoir la prévention de la maladie, des accident tu travail et des maladies professionnelles
 - Organiser et diriger les services médicaux
- Président : **Fabrice Gombert**

CPAM (Caisses Primaires de l'Assurance Maladie) :

- La CPAM est le nom que portent les agences départementales de l'Assurance Maladie.
- Créée en **1945**
- Mission : - Aider les personnes à payer leur dépenses de santé
- Président : **Fabrice Gombert**

13. Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

- L'INSEE (L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) a été créé par la loi de finances du **1946**. C'est une direction générale du ministère de l'Économie et des Finances
- Mission : Collecter, analyser et diffuser des informations sur l'économie et la société française sur l'ensemble de son territoire (naissances, décès, éducation, emploi, revenus, conditions de vie...).
- Il y a **5000 employés**.
- Budget : crédits ouverts (montant plafond d'emprunt, accordé par une banque pour une durée donnée) de la mission économique du ministère de l'Économie, de l'industrie et du Numérique.(En 2019, **441,5 millions**)
- Depuis 2012, directeur général → **Jean-Luc Tavernier**, économiste, inspecteur général des finances (nommé en Conseil des ministres)

14.Conseil d'analyse économiques (CAE)

Le conseil d'analyse économique est un groupe de réflexion pluraliste qui conseille le premier ministre français.

Sa mission est d'éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique. Son budget en 2019 est de **908 030 €**. Le conseil d'analyse économique comporte **15 membres** de sensibilités économiques variées. Et depuis 2022, son président délégué est **Camille Landais**.

15.Caisse des dépôts et consignations (CDC)

- Exerce des activités d'intérêt général pour le compte de l'État et des collectivités territoriales ainsi que des activités concurrentielles.
- Origines : une caisse d'amortissement. (27 juin 1797). Les Caisses des dépôts et consignations ont été créées par la loi du **28 Avril 1816**.
- Fonctionnement : La Caisse des dépôts est placée sous le contrôle d'une commission de surveillance, veille au contrôle sur les décisions majeures, les orientations stratégiques, les prises de participation, la gestion du Fonds d'épargne et la vérification des comptes de la Caisse des dépôts. Elle est composée de seize membres
- Budget : **62 milliards** de fonds propre agrégé
- Elle assure, pour le compte de l'État et des collectivités territoriales des missions d'intérêt général et la consignation est une mission d'intérêt général de la Caisse des dépôts qui consiste à recevoir des fonds, les conserver et les restituer aux personnes bénéficiaires.
- Qui est à la tête : **Éric Lombard**

16.Autorité de la concurrence

- Créée en 2008, L'autorité de la concurrence est un organisme dont la mission est de veiller au bon respect des règles de la concurrence. Il est impartial et indépendant.
- Sa mission : Prévenir, contrôler et sanctionner les abus de position dominante.
- **193 agents experts**
- **23,84 millions d'euros**
- Son président est **Benoît Cœuré** depuis le 20 Janvier 2022

17.Haute autorité de la santé (HAS)

- Créée en **2004**
- Missions :
 - évaluer les technologies de santé médico et éco.
 - certifier les établissements de santé
 - recommander de bonnes pratiques cliniques
- Président : **Dominique Le Gouldec**

18.Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP)

L'ARCEP, créée le **5 janvier 1997**, est une autorité administrative indépendante. Elle fait partie de l'Etat français et est indépendante du gouvernement (**170 agents** au sein des 8

directions). Sa première mission est de s'assurer que les dynamiques et intérêts des opérateurs privés du **secteur des communications électroniques** se concilient avec les objectifs de **connectivité** du territoire, de **compétitivité** et de **concurrence** entre les opérateurs, au bénéfice des utilisateurs finals (services de téléphonie et accès à internet). En 2016, le budget de l'Arcep est imputé sur le programme budgétaire du ministère de l'Économie.

19. Commission de Régulation de l'énergie (CRE)

- Créée en **2000**
- Veille au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France .
- Mission :
 - Participer à la construction du marché intérieur européen de l'énergie
 - Réguler de gaz et d'électricité, qui sont des monopoles : fixer et veiller à la qualité de service
 - Veiller à la bonne information des consommateurs / au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz naturel au bénéfice du consommateur final
 - D'assurer la concurrence entre les fournisseurs d'énergie au profit des consommateurs et de veiller à ce que concurrence entre les fournisseurs d'énergie au profit des consommateurs
 - **156 agents**
- Président : **Philippe de ladoucette**

20. Autorité des marchés financiers (AMF)

- Créée en **2003**.
- Mission :
 - Réguler le marché financier en France.
 - Veille sur les sociétés cotées en bourse.
- Elle fait des politiques (expansion...).
- Objectif de long terme : avoir une Europe qui a une forte compétitivité.
- Président : **Robert Ophèle**

21. Caisse des Allocations Familiales (Caf)

- Créée en **1945**, la CAF est un organisme de droit privé chargé de missions de services publics.
- Les caisses d'allocations familiales (caf) aident les familles dans leur quotidien sous forme de suivi, de conseil, d'équipements et de compléments de revenus.
- Sa mission, verser des prestations sociales et familiales mensuelles.
- Son Président est **Pascal Leblond**.